



Affaire suivie par : Martine RIFFIMER

Sous-direction de la sécurité du public

Bureau des établissements recevant du public

1 bis, rue de Lutèce – 75 195 PARIS CEDEX 04

Tél : 01.49.96.34.04

Mèl : pp-dupa-sdsp-berp-qualite@interieur.gouv.fr

**ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES
MÉTIER DE L'IMAGE ET DU SON**

(La Fémis)

Madame Nathalie COSTE CERDAN

8, rue Francoeur

75018 Paris

Nos réf : 18-000-0676

N° : 878

P.J. : 1

Paris, le **09 FEV. 2026**

Madame,

Le 2 octobre 2025, vous m'avez transmis un dossier relatif au réaménagement et la mise en accessibilité d'une partie des locaux de « **L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES MÉTIERS DE L'IMAGE ET DU SON** », située 6, rue Francoeur à Paris 18^{ème} arrondissement.

Il s'agit d'un établissement recevant du public classé en 4^{ème} **catégorie de types R, L et N**, susceptible de recevoir un effectif de **290** personnes dont **80** personnes au titre du personnel, ayant fait l'objet d'un avis favorable à la poursuite de son exploitation lors de la visite du 25 mai 2023.

Les travaux portent sur le réaménagement des locaux suivants :

- le réaménagement des locaux d'archives aux 2e et 3e sous-sol du bâtiment B ;
 - le réaménagement des locaux au 1er sous-sol des bâtiments A, B et C ;
 - l'aménagement du PC sécurité, la création de placards de rangement, la création de "bulle de travail" et la dépose d'un monte-plat à rez-de-chaussée du bâtiment A ;
 - la création de "bulle de travail", d'une salle de cours et l'aménagement de salles de cours au 1er étage des bâtiments A et B ;
 - l'aménagement de bureaux, la création d'un local archive et la transformation d'un local archive en salle de cours au 2e étage des bâtiments A, B et C ;
-
- la création de "bulle de travail" au 3e étage du bâtiment A ;

Après étude des documents transmis, je vous informe que **les dispositions envisagées sont autorisées**, à condition d'observer les mesures de sécurité et d'accessibilité se trouvant en annexe.

Conformément aux dispositions des articles L. 164-2 et suivants et R. 165-3 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation, vous devez m'adresser, à l'issue des travaux, une attestation de conformité de votre établissement à la réglementation accessibilité.

Je vous informe qu'il est désormais possible pour les exploitants d'établissements recevant du public de 1^{er} groupe de télédéclarer la conformité d'accessibilité de leur établissement directement sur « demarche-numerique.gouv.fr ». Dans cette perspective, je vous invite à réaliser cette démarche à l'aide du lien suivant : <https://demarche-numerique.gouv.fr/commencer/attestation-accessibilite-cat1-4> . L'envoi par courrier reste, toutefois, possible lorsque la déclaration en ligne est impossible.

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les sites suivants :

- 1) <https://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr/demarches/accessibilite-1>
- 2) www.ecologique-solidaire.gouv.fr/politiques/accessibilite

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à ce courrier et vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet de police
par délégation,

Sous direction de la sécurité du public
Bureau des établissements recevant du public
Le chef de pôle

Jonathan AMON

0505 137 8 0

Sous-direction de la sécurité du public
Bureau des établissements recevant du public
Nos réf : 18-000-0676

**ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEUR DES
MÉTIER DE L'IMAGE ET DU SON**
6, rue Francoeur
75018 Paris

N° : 978

Annexe à la lettre du : 09 FEV. 2026

PRESCRIPTIONS

MESURES RELATIVES A LA SECURITE :

1. Se conformer pour la réalisation des travaux concernant le réaménagement et la mise en accessibilité d'une partie des locaux de l'**Ecole Nationale Supérieure des Métiers De l'Image et du Son (FEMIS)** sise **6, rue Francoeur à Paris 18^{eme}**, conformément aux dispositions :
 - des articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation ;
 - de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public ;
2. Assurer un degré coupe-feu 1h au plancher haut des locaux aménagés au pied de l'immeuble tiers, rue Cyrano de Bergerac, conformément à l'article CO12 et un C+D conformément à l'article CO21§3.
3. Apposer sur les portes coupe-feu (ou pare-flammes) à fermeture permanente ou à leur proximité immédiate, une plaque signalétique bien visible portant la mention :

"PORTE COUPE-FEU A MAINTENIR FERMÉE".
4. Réactualiser le plan schématique apposé à chaque entrée du bâtiment, sous forme de pancarte inaltérable, destiné à faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers, conformément aux dispositions de l'article MS 41.
5. Faire réaliser la modification du système de détection d'incendie (SDI) par une entreprise spécialisée et dûment qualifiée, conformément aux dispositions de l'article MS 58 § 2.
6. Faire réaliser une mission de coordination SSI dans le cadre la modification du SSI conformément à la norme NF S 61-931 §5.3.1.
7. Limiter à 19 personnes l'effectif susceptible d'accéder globalement aux 3e et 4e étages du bâtiment A ne disposant que d'un seul dégagement en application de l'article CO38.
8. S'assurer que les travaux prévus n'apportent aucune gêne pour l'évacuation du public et ne lui font courir aucun danger, conformément aux dispositions de l'article GN 13.
9. S'assurer du concours, pendant les travaux, d'organismes ou de personnes agréés par le préfet de police, pour effectuer les vérifications de sécurité, conformément aux dispositions de l'article R. 143-34 du Code de la construction et de l'habitation. Les procès-verbaux ou comptes rendus de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) seront annexés au registre de sécurité et présentés à la commission de sécurité, à l'occasion de sa visite.

MESURES RELATIVES À L'ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP :

10. A l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public.
11. Assurer un accès à l'ensemble des locaux mis à la disposition du public quel que soit son handicap en application de l'article R164-1 et suivants du Code de la Construction et l'Habitation.

